

I	II	III	
Pesticide dans lequel s'exprime le résidu, sauf mention contraire	Métabolites, isomères, produits de dégradation ou de réaction et autres pesticides compris dans le résidu autorisé	Teneurs maximales autorisées en résidus (mg/kg)	
		autres céréales autres	0*(0.01) 0*(0.1)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 juillet 2006 modifiant l'arrêté royal du 13 mars 2000 fixant les teneurs maximales pour les résidus de pesticides autorisées sur et dans les denrées alimentaires.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Annexe II

I	II	III	
Pesticide dans lequel s'exprime le résidu, sauf mention contraire	Métabolites, isomères, produits de dégradation ou de réaction et autres pesticides compris dans le résidu autorisé	Teneurs maximales autorisées en résidus (mg/kg)	
CARBENDAZIME	carbendazime et thiophanate-méthyl, exprimés en carbendazime	tous	0*(0.05)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 juillet 2006 modifiant l'arrêté royal du 13 mars 2000 fixant les teneurs maximales pour les résidus de pesticides autorisées sur et dans les denrées alimentaires.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2835

[2006/202361]

30 MAI 2006. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 13, 2°;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 13, 2°;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2006;

Vu l'avis 39.989/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 mars 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, sont apportées les modifications suivantes :

« 5° "ancienne habitation" : habitation dont le dossier de demande de permis d'urbanisme a été déposé à la commune avant le 1^{er} décembre 1996;

11° "programme MEBAR" : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie;

12° "isolant" : matériau dont le coefficient de conductivité thermique λ , calculé suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda, est inférieur à 0,065 W/mK. Toutefois, en ce qui concerne l'isolation thermique des planchers, ce coefficient λ peut s'élever jusqu'à 0,095 W/mK;

13° "alimentation exclusivement automatique" : mode d'alimentation respectant strictement les critères d'alimentation automatique définis dans les normes NBN EN 303-5 et NBN EN 12809 selon le type d'appareil. »

Art. 2. Dans le Titre II, chapitre I^{er} du même arrêté, il est inséré un article 1^{er}*bis* rédigé comme suit :

« Art. 1^{er}*bis*. Pour les mêmes travaux, les primes octroyées dans le cadre du Titre II du présent arrêté ne peuvent être cumulées avec la subvention octroyée dans le cadre du programme MEBAR. »

Art. 3. Le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'article 2 du même arrêté est modifié comme suit :

« § 4. Une prime de € 25 par m² de vitrage placé est octroyée pour le remplacement du simple vitrage par du double vitrage à haut rendement permettant d'atteindre un coefficient global de transmission de la fenêtre, à savoir l'ensemble châssis, vitrage, intercalaire, U, calculé suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda, inférieur ou égal à 2,0 W/m²K. »

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« La chaudière est conforme à l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NO_x) et du monoxyde de carbone (C_O) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW. »;

b) le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« La chaudière est conforme à l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NO_x) et du monoxyde de carbone (C_O) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW. »

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au paragraphe 1^{er}, il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de € 2.250, est octroyée à l'installation d'une pompe à chaleur combinée chauffage de l'habitation - eau chaude sanitaire, répondant à l'ensemble des critères indiqués aux alinéas 1^{er} et 2 du présent paragraphe. »

b) Le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Dans la limite des crédits budgétaires, une prime est octroyée à l'installation d'une chaudière biomasse à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 303-5, dont le rendement thermique est supérieur à 80 % calculé selon cette norme. Si la chaudière est bi-combustible, seul le gaz naturel est autorisé.

Le montant de la prime s'élève à € 1.750.

Au sens du présent article, on entend par biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale. »

Art. 6. Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la section 2 du chapitre I^{er} du Titre II du même arrêté :

« Art. 5*bis*. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit :

§ 1^{er}. Une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un appareil de chauffage individuel et manuel satisfaisant à la norme EN 13240 ou à la norme EN 13229 selon le type d'appareil, fonctionnant au bois, dont la puissance est inférieure à 20 kW, le rendement thermique supérieur à 65 % calculé suivant la norme EN 13240 ou à la norme EN 13229 selon le type d'appareil, et les émissions de C_O inférieures à 0,6 % à 13 % d'O₂ dans les fumées.

§ 2. Une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un appareil à granulés de bois ou céréales satisfaisant au projet de norme pr _ EN 14785 dont la puissance est inférieure à 30 kW, le rendement thermique supérieur à 75 % calculé suivant le projet de norme pr _ EN 14785 et les émissions de C_O à 13 % d'O₂ dans les fumées inférieures à 0,04 % à puissance nominale et 0,06 % à charge partielle.

§ 3. 1° Une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à chargement manuel ou autorisant les deux modes d'alimentation;

2° une prime de € 1.500 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à alimentation exclusivement automatique;

3° pour l'octroi de chacune de ces primes, les appareils doivent satisfaire tous deux à la norme NBN EN 12809, leur puissance doit être comprise entre 5 et 50 kW et leur rendement thermique doit être supérieur à 75 % suivant cette norme.

§ 4. Une prime de € 500 est octroyée à l'installation d'une chaudière à bois à chargement manuel ou autorisant les deux modes d'alimentation, conforme aux dispositions de la norme NBN EN 303-5. Le rendement thermique des chaudières en acier doit être au minimum de "67 + 6.log Q_N" suivant la norme NBN EN 303-5 et le rendement thermique des chaudières en fonte doit être au minimum de "57 + 6.log Q_N" suivant la norme NBN EN 303-5, Q_N étant la puissance utile nominale en kW.

§ 5. Les installations visées aux §§ 1^{er} à 4 doivent être réalisées par un entrepreneur enregistré. »

Art. 7. A l'article 6, § 2 alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots "pour autant que celle-ci soit accompagnée d'un rapport mentionnant les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment et que cette thermographie soit jointe à l'audit visé au § 1^{er}" sont supprimés.

Le paragraphe 2 de l'article 6 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le rapport d'audit par thermographie doit mentionner les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment. »

Art. 8. L'article 8, § 4 du même arrêté est complété par un sixième tiret libellé comme suit :

« - d'une copie des plans et des coupes du logement délivrée par l'administration de la commune où le logement est situé ».

Art. 9. A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le § 2, les mots "et à l'article 5bis" sont insérés après les mots "à l'article 5, §§ 1^{er} à 4";

b) dans le paragraphe 2, le tiret suivant est inséré entre les troisième et quatrième tirets :

« - pour la prime visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, d'une copie des plans et des coupes du logement délivrée par l'administration de la commune où le logement est situé; ».

Art. 10. A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le troisième tiret, les mots "de l'article 6" sont remplacés par "de l'article 6, § 1^{er};

b) le 4^e tiret est supprimé".

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10bis libellé comme suit :

« Art. 10bis. En ce qui concerne la prime visée à l'article 6 § 2, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

- du formulaire disponible auprès de l'administration dûment complété;

- de l'original ou d'une copie de la facture (ou de la note d'honoraires) pour les prestations réalisées sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où a été effectuée la thermographie; cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'auteur de la thermographie;

- du rapport d'audit conforme à l'article 6 paragraphe 2 alinéa 2. »

Art. 12. L'article 11 du même arrêté est complété par un cinquième tiret libellé comme suit :

« - une copie des plans et des coupes du logement délivrée par l'administration de la commune où le logement est situé. »

Art. 13. A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) les alinéa 1^{er} et 2 du paragraphe 2 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Une prime est octroyée pour l'installation d'un système de modulation large du brûleur au gaz naturel permettant une régulation plus efficace, à savoir le placement de brûleurs modernes au gaz naturel, modulant dans une plage de 25 à 100 % au moins sur les fours industriels ou les chaudières. »;

b) au paragraphe 3, alinéa 2 premier tiret du même arrêté, les mots "et tubes radiants" sont supprimés;

c) le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« La chaudière est conforme à l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NO_x) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW. »;

d) il est inséré un paragraphe 6bis, rédigé comme suit :

« § 6bis. Une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un appareil de chauffage individuel et manuel satisfaisant à la norme EN 13240 ou à la norme EN 13229 selon le type d'appareil, fonctionnant au bois, dont la puissance est inférieure à 20kW, le rendement thermique supérieur à 65 % calculé suivant la norme EN 13240 ou à la norme EN 13229 selon le type d'appareil, et les émissions de CO inférieures à 0,6 % à 13 % d'O₂ dans les fumées. »;

e) il est inséré un paragraphe 6ter, rédigé comme suit :

« § 6ter. Une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un appareil à granulés de bois ou céréales satisfaisant au projet de norme pr_ EN 14785 dont la puissance est inférieure à 30 kW, le rendement thermique supérieur à 75 % calculé suivant le projet de norme pr_ EN 14785 et les émissions de CO à 13 % d'O₂ dans les fumées inférieures à 0,04 % à puissance nominale et 0,06 % à charge partielle. »;

f) il est inséré un paragraphe 6quater, rédigé comme suit :

« § 6quater. 1° une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à chargement manuel ou autorisant les deux modes d'alimentation;

2° une prime de € 1.500 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à alimentation exclusivement automatique;

3° pour l'octroi de chacune de ces primes, les appareils doivent satisfaire tous deux à la norme NBN EN 12809, leur puissance doit être comprise entre 5 et 50 kW et leur rendement thermique doit être supérieur à 75 % suivant cette norme. »;

g) il est inséré un paragraphe 6quinquies, rédigé comme suit :

« § 6quinquies. Une prime de € 500 est octroyée à l'installation d'une chaudière à bois à chargement manuel ou autorisant les deux modes d'alimentation, conforme aux dispositions de la norme NBN EN 303-5. Le rendement thermique des chaudières en acier doit être au minimum de "67 + 6.log Q_N" suivant la norme NBN EN 303-5 et le rendement thermique des chaudières en fonte doit être au minimum de "57 + 6.log Q_N" suivant la norme NBN EN 303-5, Q_N étant la puissance utile nominale en kW. »;

h) il est inséré un paragraphe 6sexies, rédigé comme suit :

« § 6sexies. Une prime est octroyée à l'installation d'une chaudière biomasse à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 303-5, dont le rendement est supérieur à 80 % calculé selon cette norme. Si la chaudière est bi-combustible, seul le gaz naturel est autorisé.

Le montant de la prime est calculé comme suit :

- lorsque la puissance est inférieure à 50 kW : € 1.750;

- lorsque la puissance est supérieure à 50 kW et inférieure ou égale à 100 kW, € 1.750 majoré de € 35 par kW dépassant 50 kW;

- lorsque la puissance est supérieure à 100 kW : € 3.500.

La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture et le montant global de l'investissement doit être inférieur à € 25.000.

Au sens du présent article, on entend par biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale. »;

i) au paragraphe 7, il est ajouté un cinquième alinéa rédigé comme suit :

« Une prime de 75 % de l'investissement, avec un maximum de € 2.250, est octroyée à l'installation d'une pompe à chaleur combinée chauffage de l'habitation - eau chaude sanitaire, répondant à l'ensemble des critères indiqués aux alinéas 1^{er} à 4 du présent paragraphe. »;

j) le 1^{er} tiret de l'alinéa 3 du paragraphe 10 est complété par les mots "limité à € 600";

k) le paragraphe 10, alinéa 5, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Cette prime ne peut être cumulée avec les primes visées aux paragraphes 4 et 6 à 9 du présent article. Toutefois, les conditions techniques imposées à l'article 13, §§ 4 à 9 et dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel doivent être respectées. »

Art. 14. A l'article 14 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le paragraphe 1^{er}, le mot "intérieur" est ajouté entre les mots "système d'éclairage" et les mots "permettant une amélioration";

b) dans le paragraphe 2, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par l'alinéa suivant : "Le montant de la prime s'élève à € 100 par kW de puissance nominale du moteur et est plafonné à € 5.000 par unité technique d'exploitation".

Art. 15. A l'article 15 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, les mots "de l'isolant posé" sont ajoutés après les mots "de la facture";

b) à l'alinéa 2 du paragraphe 2, les mots "de l'isolant posé" sont ajoutés après les mots "de la facture";

c) à l'alinéa 2 du paragraphe 3, les mots "de l'isolant posé" sont ajoutés après les mots "de la facture";

d) l'alinéa 1^{er} du paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Une prime est octroyée pour le remplacement du simple vitrage par du double vitrage à haut rendement permettant d'atteindre un coefficient global de transmission de la fenêtre, à savoir l'ensemble châssis, vitrage, intercalaire, U, calculé suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda, inférieur ou égal à 2,0 W/m²K. Lorsque le châssis est également remplacé, la prime est calculée sur base des dimensions extérieures du châssis. »;

e) l'alinéa 2 du paragraphe 4 est complété par la disposition suivante :

« En cas de remplacement du châssis, le resserrage autour du châssis n'est pas pris en compte dans le calcul de la prime. »

Art. 16. A l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Une prime est octroyée à l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission de la paroi inférieur ou égal à 0,3W/m²K;

b) à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, les mots "de l'isolant posé" sont ajoutés après les mots "de la facture";

c) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les termes "l'isolation thermique doit permettre d'atteindre des coefficients globaux de transmission" sont remplacés par "l'isolant doit permettre d'atteindre un coefficient global de transmission";

d) à l'alinéa 2 du paragraphe 2, les mots "de l'isolant posé" sont ajoutés après les mots "de la facture";

e) dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les termes "l'isolation thermique doit permettre d'atteindre des coefficients globaux de transmission" sont remplacés par "l'isolant doit permettre d'atteindre un coefficient global de transmission";

f) à l'alinéa 2 du paragraphe 3, les mots "de l'isolant posé" sont ajoutés après les mots "de la facture";

g) l'alinéa 1^{er} du paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Une prime est octroyée pour le remplacement du simple vitrage par du double vitrage à haut rendement permettant d'atteindre un coefficient global de transmission de la fenêtre, à savoir l'ensemble châssis, vitrage, intercalaire, U, calculé suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda, inférieur ou égal à 2,0 W/m²K. Lorsque le châssis est également remplacé, la prime est calculée sur base des dimensions extérieures du châssis. »;

h) l'alinéa 2 du paragraphe 4 est complété par la disposition suivante :

« En cas de remplacement du châssis, le resserrage autour du châssis n'est pas pris en compte dans le calcul de la prime. »

Art. 17. Dans les articles 3, 5, 7, 13, § 7 et 20 du même arrêté, la phrase "les niveaux K et Be sont calculés selon les méthodes reprises dans les articles 406 à 413 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" est supprimée et remplacée par la phrase suivante :

« Le niveau K est calculé suivant les normes en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme; le niveau Be est calculé suivant la méthode décrite dans les annexes 36 à 42 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 1996 relatif à l'isolation thermique et à la ventilation des bâtiments. »

Art. 18. A l'article 23 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne les primes visées à l'article 13, §§ 6bis à 9, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué : »;

b) il est inséré entre le troisième et le quatrième tiret un tiret libellé comme suit :

« - pour l'installation visée au § 7, alinéa 1^{er}, d'une copie des plans et des coupes du logement délivrée par l'administration de la commune où le logement est situé. »

Art. 19. Dans l'article 24, alinéa 1^{er}, quatrième tiret du même arrêté, les mots "dans le cadre du programme AMURE" sont remplacés par les mots "dans le cadre de l'article 18 du présent arrêté".

Art. 20. L'article 26, § 3 du même arrêté est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

« - d'une photo des installations avant et après travaux. »

Art. 21. L'article 27, § 3 du même arrêté est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

« - d'une photo des installations avant et après travaux. »

Art. 22. L'article 29 du même arrêté est complété par un cinquième tiret rédigé comme suit :

« - d'une copie des plans et des coupes du logement délivrée par l'administration de la commune où le logement est situé. »

Art. 23. L'alinéa 2 de l'article 37, § 1^{er} du même arrêté, est complété par la disposition suivante :

« pour la prime visée à l'article 19 de l'arrêté ministériel, le délai des six mois prend cours à la date de la notification de l'octroi de la subvention obtenue dans le cadre du programme UREBA. »

Art. 24. Dans le chapitre II du Titre IV du même arrêté, il est inséré un article 37bis libellé comme suit :

« Art. 37bis. Par dérogation à l'article 37, les sociétés de logement de service public peuvent introduire à l'administration, préalablement à la réalisation des travaux éligibles, un dossier composé comme suit :

- du formulaire de demande préalable disponible auprès de l'administration dûment complété;
- du cahier spécial des charges pour tous les travaux d'isolation, de remplacement de simple vitrage par du double vitrage performant et pour l'installation d'un système de ventilation avec récupérateur de chaleur;
- de l'estimation budgétaire des investissements à réaliser.

Par dossiers éligibles, on entend les dossiers introduits dans le cadre de l'article 13, §§ 7 à 10, de l'article 14, §§ 4 et 5 et des articles 15, 18 et 20.

Dans le mois qui suit la réception de la demande de prime, l'administration envoie un accusé de réception à la société de logement de service public par lequel elle précise si le dossier est recevable ou non.

Si le dossier est déclaré non recevable, la société de logement de service public dispose d'un mois prenant cours à dater de la réception de l'accusé de réception transmis par l'administration pour fournir les éléments manquants.

Si au terme de ce délai la société de logement de service public a fait parvenir à l'administration les renseignements demandés, il sera procédé à un second accusé de réception pour informer la société de logement de service public du caractère complet de son dossier.

Par contre, si au terme de ce délai la société de logement de service public n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est réputée n'avoir jamais été introduite.

La décision de refus ou la promesse d'octroi de la subvention est notifiée dans les deux mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet du dossier.

La promesse d'octroi de la prime a une durée de validité de vingt-quatre mois prenant cours le jour de la notification. Si au terme de ce délai, la société de logement de service public n'a pas introduit sa demande de prime conformément aux articles 23 à 29 du même arrêté, la promesse d'octroi devient caduque.

La présente disposition est applicable dans la mesure des crédits budgétaires disponibles affectés aux dossiers introduits par les sociétés de logement de service public dans le Plan d'action approuvé par le Gouvernement wallon. »

Art. 25. L'annexe I^{re} du même arrêté est remplacée par l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2006.

Namur, le 30 mai 2006.

A. ANTOINE

ANNEXE I^{re}

1. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

1.a. Captation d'énergie.

La captation d'énergie sera réalisée par un évaporateur ou un échangeur thermique à eau glycolée, enfoui dans le sol, sous la forme d'un faisceau de tuyauteries horizontal.

Le faisceau de tuyauteries sera enfoui à une profondeur minimale de 60 cm et le pas entre tuyauteries sera d'au moins 50 cm.

1.b. Rejet d'énergie.

Le rejet d'énergie sera réalisé dans un échangeur thermique en contact directement ou indirectement avec l'eau chaude sanitaire.

Le ballon de stockage sera d'une capacité de stockage de minimum 300 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte. Le ballon sera traité contre la corrosion et sera garanti pour une durée minimale de cinq ans. Il sera muni d'une résistance électrique pour le traitement anti-légionelle périodique ainsi que du groupe de sécurité classique.

1.c. Type de pompe à chaleur.

La pompe à chaleur, compresseur et échangeurs, sera dimensionnée pour effectuer une charge complète du ballon de 10 à 60 °C durant une période de 9 heures afin d'optimiser l'usage en heures creuses tarifaires.

Un compteur horaire de fonctionnement et un compteur électrique seront installés sur la pompe à chaleur.

1.d. Les performances minimales.

L'installation PAC ECS doit présenter, pour les conditions suivantes :

Pompe à chaleur **SOLfl - eau chaude sanitaire**

C_{OP} minimum = 2,5 pour :

- une température d'évaporation de - 7 °C;
- une température d'eau chaude sortie du condenseur de 45 °C.

Pompe à chaleur **SOLEau gl - eau chaude sanitaire**

C_{OP} minimum = 2,5 pour :

- une température d'entrée de l'eau glycolée dans l'échangeur thermique extérieur de 0 °C;
- une température d'eau chaude sortie du condenseur de 45 °C.

Le C_{OP} sera déterminé suivant la démarche proposée par la norme NBN EN 255 (éd. 1997)

2. POMPE A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant la climatisation des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. Le dimensionnement de l'installation pompe à chaleur doit prendre en charge la totalité des déperditions thermiques de l'habitation.

2.a. Captation d'énergie.

La captation dynamique dans l'air atmosphérique ou la captation dans l'eau (rivière, lac, étang, puits, nappe phréatique,...) n'est pas éligible au bénéfice de la prime.

Captation statique dans l'air atmosphérique.

L'échangeur extérieur non corrodable présentera une surface d'échange apparente de minimum 1 m²/kW de déperdition de l'habitation pour la température minimale extérieure de l'endroit d'utilisation.

La pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'Est et l'Ouest en passant par le Sud sans entrave à l'ensoleillement.

Captation par le fluide calorigène dans le sol.

La captation d'énergie sera réalisée par un évaporateur constitué d'un faisceau de tuyauteries en cuivre recuit de qualité frigorifique protégé extérieurement par un polymère. Le réseau sera réalisé en deux circuits parallèles au minimum.

L'évaporateur sera enfoui à une profondeur minimale de 60 cm et le pas entre tuyauteries sera de 50 cm au minimum. La longueur minimale des tuyauteries sera de 65 mètres par kW de déperdition thermique à charge de la pompe à chaleur.

Captation par eau glycolée dans le sol.

La captation d'énergie sera réalisée par un échangeur constitué d'un faisceau de tuyauteries en polyéthylène réticulé ou autre polymère ne permettant pas l'introduction d'oxygène dans les tuyauteries.

Le faisceau présentera plusieurs circuits parallèles pour minimiser les pertes de charge hydrauliques en respectant un delta T optimal pour l'évaporateur (4 à 6 °C).

Le taux de glycol sera de 25 % en poids, de manière à éviter tout risque de gel à l'intérieur des tuyauteries.

L'échangeur sera enfoui à une profondeur minimale de 60 cm et le pas des tuyauteries sera de 50 cm au minimum. La longueur minimale des tuyauteries sera de 80 mètres par kW de déperdition thermique à charge de la pompe à chaleur.

2.b. Rejet d'énergie.

Le rejet d'énergie sera effectué directement dans le sol par plancher rayonnant ou mur chauffant basse température. Le fluide chauffant peut être le fluide calorigène ou de l'eau. On peut utiliser des ventilo-convecteurs basse température avec de l'eau comme fluide chauffant dans les locaux autres que les pièces de séjour. Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

Rejet sur l'air ambiant : pas de prime octroyée.**Rejet sur un circuit eau chaude.**

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant et l'usage de ventilo-convecteurs à eau chaude basse température pour les locaux hors séjour sont autorisés. Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

La pompe à chaleur pourra être équipée d'un thermoplongeur d'appoint uniquement dans le cas d'une captation sur l'air atmosphérique. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Les tuyauteries noyées dans la chape de sol seront en polyéthylène réticulé ou tout matériau empêchant l'osmose de l'oxygène. Le pas des tuyauteries sera déterminé avec soin en fonction des déperditions thermiques de chaque local.

La température de l'eau chaude sera régulée par un intégrateur relié à une sonde extérieure, ou un thermostat d'ambiance muni d'un régulateur de charge. La température d'entrée d'eau chaude dans le réseau de tuyauteries ne pourra dépasser 40 °C à la sortie du condenseur pour la température extérieure minimale.

La totalité des déperditions thermiques sera prise en charge par l'installation de la pompe à chaleur.

Dans le cas où il est fait usage de ventilo-convecteurs à eau chaude, ceux-ci seront largement dimensionnés pour fonctionner au même régime de température que le plancher rayonnant.

Rejet par fluide calorigène.

Le chauffage des locaux sera assuré par un réseau de tuyauteries constituant le condenseur de la pompe à chaleur. Ces tuyauteries seront en cuivre recuit de qualité frigorifique protégées extérieurement par une couche de polymère. Le condenseur comprendra plusieurs circuits en parallèle, chaque circuit constituant une zone homogène de chauffage. La pompe à chaleur sera régulée par un intégrateur relié à une sonde extérieure, ou un thermostat d'ambiance muni d'un régulateur de charge. La température de condensation ne pourra pas dépasser 40 °C pour la température extérieure minimale. La totalité des déperditions thermiques sera prise en charge par l'installation de la pompe à chaleur. Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

2.c. Performances minimales des pompes à chaleur.

Le COP sera déterminé suivant la norme NBN EN 255 (éd. 1997).

Lorsque la norme n'est pas applicable telle quelle, la démarche proposée par la norme sera suivie.

Pompe à chaleur SOLfl - SOLfl

COP min = 3,5 pour une température d'évaporation de - 7 °C;

une température de condensation de 40 °C.

Pompe à chaleur SOLeau gl - SOLfl

COP min = 3,5 pour une température d'entrée de l'eau glycolée dans l'échangeur thermique extérieur de 0 °C;

une température de condensation de 40 °C.

Dans le cas d'une utilisation d'un compresseur deux vitesses ou à modulation de vitesse, cette valeur peut être atteinte en mi-vitesse.

Pompe à chaleur SOLeau gl - SOLeau

COP min = 3,5 pour une température d'entrée de l'eau glycolée dans l'échangeur thermique extérieur de 0 °C;

une température d'eau chaude en sortie de condenseur de 35 °C.

Dans le cas d'une utilisation d'un compresseur deux vitesses ou à modulation de vitesse, cette valeur peut être atteinte en mi-vitesse.

Pompe à chaleur AIRstat - SOLeau

COP min = 3,5 pour une température d'air extérieur de 0 °C une température d'eau chaude en sortie de condenseur de 35 °C.

3. POMPE A CHALEUR COMBINEE CHAUFFAGE DE L'HABITATION - EAU CHAUDE SANITAIRE

La pompe à chaleur combinée doit respecter tous les critères de la pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation (voir point 2 ci-dessus).

Pour le chauffage de l'eau sanitaire, la pompe à chaleur combinée doit présenter, pour les conditions suivantes :

Fonction pompe à chaleur **SOLfl - eau chaude sanitaire**

COP minimum = 2,5 pour :

- une température d'évaporation de $-7\text{ }^{\circ}\text{C}$;
- une température d'eau chaude sortie du condenseur de $45\text{ }^{\circ}\text{C}$.

Fonction pompe à chaleur **SOLEAU GL - eau chaude sanitaire**

COP minimum = 2,5 pour :

- une température d'entrée de l'eau glycolée dans l'échangeur thermique extérieur de $0\text{ }^{\circ}\text{C}$;
- une température d'eau chaude sortie du condenseur de $45\text{ }^{\circ}\text{C}$.

Le COP sera déterminé suivant la démarche proposée par la norme NBN EN 255 (éd. 1997).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 mai 2006 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 30 mai 2006.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2835

[2006/202361]

30. MAI 2006 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere des Artikels 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere des Artikels 13 2°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere des Artikels 13 2°;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des am 21. Februar 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. Februar 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. März 2006 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 39.989/4,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

«5° "vorhandene Wohnung": Wohnung, deren Antragsakte für die Städtebaugenehmigung vor dem 1. Dezember 1996 bei der Gemeinde abgegeben wurde;

11° "MEBAR-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationale und wirksame Energiebenutzung eingeführtes Programm;

12° "Dämmstoff": Stoff, dessen Wärmeleitkoeffizient λ , der nach der Norm NBN B 62-002 und addenda berechnet wird, unter $0,065\text{ W/mK}$ liegt. Was die Wärmedämmung der Fußböden betrifft, kann dieser Koeffizient jedoch bis zu $0,095\text{ W/mK}$ betragen.»

13° "ausschließlich automatische Beschickung": Versorgungssystem, mit dem die in den Normen NBN EN 303-5 und NBN EN 12809 je nach dem Typ Gerät bestimmten Kriterien der automatischen Beschickung streng eingehalten werden.

Art. 2 - In Titel II, Kapitel I desselben Erlasses wird ein Artikel *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *1bis*: Für dieselben Arbeiten dürfen die im Rahmen von Titel II des vorliegenden Erlasses gewährten Prämien nicht zugleich mit dem im Rahmen des MEBAR-Programms gewährten Zuschuss bezogen werden.»

Art. 3 - Paragraph 4 Absatz 1 von Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

«§ 4. Eine Prämie von $\text{€ } 25$ pro m^2 Verglasung wird für die Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Hochleistungsdoppelverglasung gewährt, mit der ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient U des Fensters, d.h. der Gruppe Rahmen - Verglasung - Übergang, der nach der Norm NBN B 62-002 und addenda berechnet wird, von höchstens $2,0\text{ W/m}^2\text{K}$ erreicht werden kann.»

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) Paragraph 1 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Der Kessel steht in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffoxid (NO_x) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW ».

b) Paragraph 2 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Der Kessel steht in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffoxid (NO_x) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW ».

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In Paragraph 1 wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens $\text{€ } 2.250$ beträgt, wird für die Installierung einer den gesamten, in den Absätzen 1 und 2 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Kriterien genügenden gekoppelten Wärmepumpe zum Heizen der Wohnung und des Brauchwassers gewährt.»

b) Paragraph 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2: Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird eine Prämie für die Installierung eines Biomassekessels mit ausschließlich automatischer Beschickung, der der Norm NBN EN 303-5 entspricht, und dessen nach dieser Norm berechneter thermischer Wirkungsgrad höher als 80% ist. Kann der Kessel mit zwei verschiedenen Brennstoffen befeuert werden, so ist nur Erdgas erlaubt.

Die Höhe der Prämie beträgt € 1.750.

Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter Biomasse die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlicher Art.»

Art. 6 - Es wird ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut in Abschnitt 2 von Kapitel I von Titel II desselben Erlasses eingefügt:

«Art. *5bis* - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Höhe und Gewährungsbedingungen wie folgt festgesetzt werden:

§ 1 - Eine Prämie von € 250 wird für die Installierung eines individuellen manuellen Heizgeräts gewährt, das der Norm EN 13240 oder der Norm EN 13229, je nach dem Typ Gerät, entspricht, und mit Holz befeuert wird, dessen Leistung unter 20 kW liegt, dessen nach der Norm EN 13240 oder der Norm EN 13229, je nach dem Typ Gerät berechneter thermischer Wirkungsgrad höher als 65% ist und dessen C_O-Emissionen unterhalb von 0,6% bezogen auf 13% O₂ in den Rauchgasen liegen.

§ 2 - Eine Prämie von € 250 wird für die Installierung eines Heizgeräts mit Holzpellets oder Getreide gewährt, das dem Normentwurf pr EN 14785 entspricht, dessen Leistung unter 30 kW liegt, dessen nach dem Normentwurf pr EN 14785 berechneter thermischer Wirkungsgrad höher als 75% ist und dessen C_O-Emissionen bezogen auf 13% O₂ in den Rauchgasen unterhalb von 0,04% bei Nennleistung und 0,06% bei Teilbelastung liegen.

§ 3 - 1° Eine Prämie von € 250 wird für die Installierung eines Kesselofens mit manueller Beschickung oder mit den beiden Beschickungsarten gewährt.

2° Eine Prämie von € 1.500 wird für die Installierung eines Kesselofens mit ausschließlich automatischer Beschickung gewährt.

3° für die Gewährung jeder dieser Prämien müssen beide Geräte der Norm NBN EN 12809 entsprechen und nach dieser Norm muss ihre Leistung zwischen 5 und 75% liegen und muss ihr thermischer Wirkungsgrad höher als 75% sein.

§ 4 - Eine Prämie von € 500 wird für die Installierung eines Holzkessels mit manueller Beschickung oder Möglichkeit von zwei Beschickungsarten, der den Bestimmungen der Norm NBN EN 303-5 entspricht, gewährt. Der thermische Wirkungsgrad der Stahlkessel muss nach der Norm NBN EN 303-5 mindestens "67 + 6.log Q_N" betragen und der thermische Wirkungsgrad der Gusseisenkessel muss nach der Norm NBN EN 303-5 mindestens "57 + 6.log Q_N" betragen, wobei Q_N die nominale Nutzleistung in kW ist.

§ 5 - Die in §§ 1 bis 4 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden.»

Art. 7 - In Artikel 6 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden die folgenden Wörter gestrichen:

«, sofern es von einem Bericht begleitet ist, in dem die möglichen Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes erwähnt sind, und sofern dieses Wärmebild der in § 1 erwähnten Energiebilanz beigefügt wird».

Paragraph 2 desselben Erlasses wird mit einem Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Im Bericht über das Audit durch Wärmebild müssen die möglichen Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes erwähnt werden.»

Art. 8 - Art. 8 § 4 desselben Erlasses wird mit einem sechsten Strich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«- aus einer Abschrift der Pläne und der Schnittzeichnungen, die von der Verwaltung der Gemeinde, in der die Wohnung gelegen ist, ausgestellt worden ist.»

Art. 9 - Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) in § 2 werden die Wörter "und in Artikel *5bis*" nach den Wörtern "in Artikel 5 §§ 1 bis 4" eingefügt;

b) In Paragraph 2 wird der folgende Gedankenstrich zwischen die Gedankenstriche 3 und 4 eingefügt:

«- für die in Artikel 5 § 1 Absatz 1 erwähnte Prämie, aus einer Abschrift der Pläne und der Schnittzeichnungen, die von der Verwaltung der Gemeinde, in der die Wohnung gelegen ist, ausgestellt worden ist.»

Art. 10 - Artikel 10 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) im Gedankenstrich 3 werden die Wörter "des Artikels 6" durch die Wörter "des Artikels 6 § 1" ersetzt;

b) der Gedankenstrich 4 wird gestrichen.»

Art. 11 - In demselben Erlass wird ein Artikel *10bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *10bis* - Bei den in Artikel 6 § 2 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;

- aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung (oder der Honorarrechnung) für die durchgeführten Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Thermografie durchgeführt worden ist, angegeben ist; diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk "Betrag erhalten" in Begleitung der Unterschrift des Autors der Thermografie aufweisen;

- aus dem Bericht über die Energiebilanz, der Artikel 6 § 2 Absatz 2 entspricht.»

Art. 12 - Art. 11 desselben Erlasses wird mit einem fünften Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«- aus einer Abschrift der Pläne und der Schnittzeichnungen, die von der Verwaltung der Gemeinde, in der die Wohnung gelegen ist, ausgestellt worden ist.»

Art. 13 - Artikel 13 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) die Absätze 1 und 2 von Paragraph 2 werden durch folgenden Absatz ersetzt:

«Eine Prämie wird für die Installierung eines breiten Modulationssystems des Erdgasbrenners, das eine effizientere Regelung erlaubt, gewährt, nämlich die Anbringung von modernen Erdgasbrennern mit einem Modulationsbereich zwischen mindestens 25% und 100% in Industrieöfen oder Kesseln;

b) In Paragraph 3 Absatz 2 erster Gedankenstrich desselben Erlasses werden die Wörter "und Heizrohren" gestrichen.»

c) Paragraph 6, Absatz 1 wird wie folgt ergänzt:

«Der Kessel steht in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffoxid (NO_x) und Kohlenmonoxid (C_O) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW».

d) es wird ein § *6bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 6bis: eine Prämie von € 250 wird für die Installation eines individuellen manuellen Heizgeräts gewährt, das der Norm EN 13240 oder der Norm EN 13229, je nach dem Typ Gerät, entspricht, und mit Holz befeuert wird, dessen Leistung unter 20 kW liegt, dessen nach der Norm EN 13240 oder der Norm EN 13229, je nach dem Typ Gerät, berechneter thermischer Wirkungsgrad höher als 65% ist und dessen CO₂-Emissionen unterhalb von 0,6% bezogen auf 13% O₂ in den Rauchgasen liegen.»

e) es wird ein § 6ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 6ter: Eine Prämie von € 250 wird für die Installation eines Heizgeräts mit Holzpellets oder Getreide gewährt, das dem Normentwurf pr_EN 14785 entspricht, dessen Leistung unter 30 kW liegt, dessen nach dem Normentwurf pr_EN 14785 berechneter thermischer Wirkungsgrad höher als 75% ist und dessen CO₂-Emissionen bezogen auf 13% O₂ in den Rauchgasen unterhalb von 0,04% bei Nennleistung und 0,06% bei Teilbelastung liegen.

f) es wird ein § 6quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„ § 6quater:

1° Eine Prämie von € 250 wird für die Installation eines Kesselofens mit manueller Beschickung oder mit den beiden Beschickungsarten gewährt.

2° Eine Prämie von € 1.500 wird für die Installation eines Kesselofens mit ausschließlich automatischer Beschickung gewährt.

3° für die Gewährung jeder dieser Prämien müssen beide Geräte der Norm NBN EN 12809 entsprechen und nach dieser Norm muss ihre Leistung zwischen 5 und 50 kW liegen und muss ihr thermischer Wirkungsgrad höher als 75% sein.»

g) es wird ein § 6quinquies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 6quinquies: Eine Prämie von € 500 wird für die Installation eines Holzkessels mit manueller Beschickung oder Möglichkeit von zwei Beschickungsarten, der den Bestimmungen der Norm NBN EN 303-5 entspricht, gewährt. Der thermische Wirkungsgrad der Stahlkessel muss nach der Norm NBN EN 303-5 mindestens $67 + 6 \cdot \log Q_N$ betragen und der thermische Wirkungsgrad der Gusseisenkessel muss nach der Norm NBN EN 303-5 mindestens $57 + 6 \cdot \log Q_N$ betragen, wobei Q_N die nominale Nutzleistung in kW ist.»

h) Es wird ein § 6sexies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 6sexies: Eine Prämie wird für die Installation eines Biomassekessels mit ausschließlich automatischer Beschickung, der der Norm NBN EN 303-5 entspricht, und dessen nach dieser Norm berechneter thermischer Wirkungsgrad höher als 80% ist. Kann der Kessel mit zwei verschiedenen Brennstoffen befeuert werden, so ist nur Erdgas erlaubt.

Die Höhe der Prämie wird wie folgt berechnet:

- bei einer Leistung unter 50 kW: € 1.750

- bei einer Leistung von mehr als 50 kW und höchstens 100 kW beträgt die Höhe der Prämie € 1.750 erhöht um € 35 pro kW-Zahl, die 50 übersteigt.

- bei einer Leistung über 100 kW: € 3.500.

Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt und der Globalbetrag der Investition muss unter € 25.000 liegen.

Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter Biomasse die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlicher Art.»

i) In Paragraph 7 wird ein fünfter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Eine Prämie in Höhe von 75% der Investierung, die höchstens € 2.250 beträgt, wird für die Installation einer den gesamten, in den Absätzen 1 bis 4 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Kriterien genügenden gekoppelten Wärmepumpe zum Heizen der Wohnung und des Brauchwassers gewährt.»

j) Der erster Gedankenstrich von Absatz 3 des Paragraphen 10 wird mit dem Wortlaut „, die auf € 600 begrenzt werden“ ergänzt:

k) Paragraph 10 Absatz 5 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Diese Prämie kann nicht zugleich mit den in den §§ 6 bis 9 des vorliegenden Artikels erwähnten Prämien bezogen werden. Die durch die Artikel 13, §§ 4 bis 9 und in der Anlage 1 zum Ministerialerlass auferlegten technischen Bedingungen müssen jedoch eingehalten werden.»

Art. 14 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) in Paragraph 1 wird das Wort „Beleuchtungssystem“ durch das Wort „Innenbeleuchtungssystem“ ersetzt.

b) in § 2 werden die Absätze 4 und 5 durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die Höhe der Prämie beträgt € 100 pro kW Nennleistung des Motors und ist auf maximal € 5.000 pro technische Betriebseinheit begrenzt.»

Art. 15 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 2 des Paragraphen 1 werden die Wörter „des angebrachten Dämmstoffs“ nach den Wörtern „der Rechnung“ hinzugefügt.

b) in Absatz 2 des Paragraphen 2 werden die Wörter „des angebrachten Dämmstoffs“ nach den Wörtern „der Rechnung“ hinzugefügt.

c) in Absatz 2 des Paragraphen 3 werden die Wörter „des angebrachten Dämmstoffs“ nach den Wörtern „der Rechnung“ hinzugefügt.

d) der Absatz 1 des Paragraphen 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: „Eine Prämie wird für die Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Hochleistungsdoubleverglasung gewährt, mit der ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient U des Fensters, d.h. der Gruppe Rahmen - Verglasung - Übergang, der nach der Norm NBN B 62-002 und addenda berechnet wird, von höchstens 2,0 W/m²K erreicht werden kann. Wird ebenfalls der Fensterrahmen ersetzt, so wird die Prämie auf der Grundlage der äußeren Abmessungen des Rahmens berechnet.»

e) der Absatz 2 des Paragraphen 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Wird der Fensterrahmen ersetzt, so wird die Fugenabdichtung um den Rahmen für die Berechnung der Prämie nicht berechnet.»

Art. 16 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Paragraph 1 Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Eine Prämie wird für die Wärmeisolierung des Dachs oder des Dachbodens gewährt, die durch einen registrierten Unternehmer mittels eines Dämmstoffs ausgeführt wird, mit dem ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient der Wand U unter oder gleich 0,3 W/m²K erreicht werden kann.

b) in Absatz 2 des Paragraphen 1 werden die Wörter „des angebrachten Dämmstoffs“ nach den Wörtern „der Rechnung“ hinzugefügt.

c) in Paragraph 2, Absatz 1 werden die Wörter „Die Wärmeisolierung muss es möglich machen, Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten“ durch die Wörter „Der Dämmstoff muss es möglich machen, einen Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten“ ersetzt.

d) in Absatz 2 des Paragraphen 2 werden die Wörter "des angebrachten Dämmstoffs" nach den Wörtern "der Rechnung" hinzugefügt.

e) in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "Die Wärmeisolierung muss es möglich machen, Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten" durch die Wörter "Der Dämmstoff muss es möglich machen, einen Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten" ersetzt.

f) in Absatz 2 des Paragraphen 3 werden die Wörter "des angebrachten Dämmstoffs" nach den Wörtern "der Rechnung" hinzugefügt.

g) der Absatz 1 des Paragraphen 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Eine Prämie wird für die Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Hochleistungsdoubleverglasung gewährt, mit der ein Gesamtwärmedurchgangskoeffizient U des Fensters, d.h. der Gruppe Rahmen - Verglasung - Übergang, der nach der Norm NBN B 62-002 und addenda berechnet wird, von höchstens $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ erreicht werden kann. Wird ebenfalls der Fensterrahmen ersetzt, so wird die Prämie auf der Grundlage der äußeren Abmessungen des Rahmens berechnet."

h) der Absatz 2 des Paragraphen 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Wird der Fensterrahmen ersetzt, so wird die Fugenabdichtung um den Rahmen für die Berechnung der Prämie nicht berechnet.»

Art. 17 - In den Artikeln 3, 5, 7, 13 § 7 und 20 desselben Erlasses wird der Satz "Die Niveaus K und Be werden nach den in den Artikeln 406 bis 413 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschriebenen Methoden berechnet" gestrichen und durch den folgenden Satz ersetzt:

«Das Niveau K wird nach den sechs Monate vor der Einreichung des Antrags auf eine Städtebaugenehmigung geltenden Normen berechnet: das Niveau BE wird nach der in den Anlagen 36 bis 42 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 1996 über die Wärmedämmung und die Lüftung der Gebäude beschriebenen Methode berechnet.»

Art. 18 - Artikel 23 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) Absatz 1 wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Bei den in Artikel 13, §§ 6 bis 9 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

b) zwischen den dritten und den vierten Gedankenstrich wird ein Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«- für die in § 7 Absatz 1 erwähnte Installierung, aus einer Abschrift der Pläne und der Schnittzeichnungen, die von der Verwaltung der Gemeinde, in der die Wohnung gelegen ist, ausgestellt worden ist.»

Art. 19 - In Artikel 24 Absatz 1, Gedankenstrich 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "im Rahmen des AMURE-Programms" durch den Wortlaut "im Rahmen von Artikel 18 des vorliegenden Erlasses" ersetzt.

Art. 20 - Art. 26 § 3 desselben Erlasses wird mit einem dritten Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«- einem Foto der Anlagen vor und nach den Arbeiten.»

Art. 21 - Art. 27 § 3 desselben Erlasses wird mit einem dritten Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«- einem Foto der Anlagen vor und nach den Arbeiten.»

Art. 22 - Art. 29 desselben Erlasses wird mit einem fünften Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«- aus einer Abschrift der Pläne und der Schnittzeichnungen, die von der Verwaltung der Gemeinde, in der die Wohnung gelegen ist, ausgestellt worden ist.»

Art. 23 - Absatz 2 von Artikel 37 § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«für die in Artikel 19 des Ministerialerlasses erwähnte Prämie läuft die Frist ab dem Tag der Notifizierung der Gewährung des im Rahmen des UREBA-Programms erhaltenen Zuschusses».

Art. 24 - In Kapitel II von Titel IV desselben Erlasses wird ein Artikel 37bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 37bis - In Abweichung von Artikel 37 können die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes bei der Verwaltung vor der Durchführung der zulässigen Arbeiten eine Akte einreichen, die aus den folgenden Unterlagen besteht:

- aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular zur vorherigen Antragstellung, das bei der Verwaltung zur Verfügung steht;

- aus dem Sonderlastenheft für alle Arbeiten zur Wärmedämmung, zur Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Hochleistungsdoubleverglasung und zur Installierung eines Belüftungssystems mit Wärmerückgewinnung;

- aus dem Haushaltsveranschlagung der vorzunehmenden Investitionen.

Unter zulässigen Akten versteht man die Akten, die im Rahmen von Artikel 13 §§ 7 bis 10 von Artikel 14 §§ 4 und 5 und von Artikel 15, 18 und 20 eingereicht werden.

Innerhalb des Monats, der auf dem Eingang des Prämienantrags folgt, schickt die Verwaltung der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Empfangsbestätigung, durch die sie mitteilt, ob die Beantragungsakte zulässig ist oder nicht.

Wenn die Akte für nicht zulässig erklärt wird, verfügt die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes über eine Frist von einem Monat ab dem Eingang der von der Verwaltung übermittelten Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn nach Ablauf dieser Frist die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes der Verwaltung die verlangten Auskünfte erteilt hat, wird eine zweite Empfangsbestätigung gemacht, um der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes über die Vollständigkeit ihrer Akte zu informieren.

Wenn nach Ablauf dieser Frist die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes die verlangten Auskünfte nicht erteilt hat, wird im Gegenteil davon ausgegangen, dass der Antrag nie eingereicht worden ist.

Der Beschluss zur Verweigerung oder die Zusage zur Gewährung des Zuschusses wird innerhalb von zwei Monaten ab dem Versand der Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit der Akte notifiziert.

Die Zusage zur Gewährung der Prämie hat eine Gültigkeitsdauer von vierundzwanzig Monaten ab dem Datum der Notifizierung. Wenn nach Ablauf dieser Frist die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes ihren Prämienantrag gemäß den Artikeln 23 bis 29 eingereicht hat, so verfällt die Gewährungszusage.

Die vorliegende Bestimmung findet Anwendung in den Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel, die für die von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes im Rahmen des von der Regierung genehmigten Aktionsplans eingereichten Akten bereitgestellt werden».

Art. 25 - Die Anlage I desselben Erlasses wird durch die Anlage I des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 26 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 2006 in Kraft.

Namur, den 30. Mai 2006

ANHANG I

1. WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB)

1.a. Energiegewinnung.

Die Energiegewinnung erfolgt anhand eines Verdampfers oder eines Wärmetauschers mit Glykol-Wasser-Gemisch, der aus einem im Boden verlegten, horizontalen Rohrsystem besteht.

Das Rohrbündel wird mindestens 60 cm tief verlegt, und der Abstand zwischen den Rohren beträgt mindestens 50 cm.

1.b. Energieabgabe.

Die Energieabgabe erfolgt in einem Wärmetauscher, der einen mittelbaren oder unmittelbaren Kontakt mit dem Brauchwarmwasser ermöglicht.

Der Warmwasserspeicher hat eine minimale Speicherkapazität von 300 l. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen. Der Warmwasserspeicher wird gegen Rost geschützt und die Garantiedauer beträgt mindestens 5 Jahre. Er ist zwecks einer regelmäßigen Behandlung gegen Legionelle mit einem elektrischen Heizstab ausgerüstet und verfügt ebenfalls über ein übliches Sicherheitsaggregat.

1.c. Art der Wärmepumpe.

Die Wärmepumpe, der Kompressor und die Wärmetauscher sind derart zu dimensionieren, dass der Warmwasserspeicher in 9 Stunden von 10°C bis 60°C voll aufgeladen werden kann, damit die Benutzung des Systems während der Billigtarifzeiten optimiert werden kann.

Die Wärmepumpe ist mit einem Betriebsstundenzähler und mit einem elektrischen Zähler ausgestattet.

1.d. Mindestleistungsdaten.

Die WP/BWB-Anlage hat unter den folgenden Bedingungen die folgenden Eigenschaften:

Wärmepumpe BODEN Fl. — Brauchwarmwasser

minimaler Leistungskoeffizient (COP) = 2,5 bei:

- einer Verdampfungstemperatur von - 7°C

- einer Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators von 45°C

Wärmepumpe BODEN Gl.-Wasser - Brauchwarmwasser

minimaler Leistungskoeffizient (COP) = 2,5 bei:

- einer Temperatur des in den externen Wärmetauscher eingeführten Glykol-Wasser-Gemischs von 0°C

- einer Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators von 45°C

Der Leistungskoeffizient (COP) wird nach der in der Norm NBN EN 255 (Ausgabe 1997) vorgeschlagenen Methode festgelegt.

2. WÄRMEPUMPE FÜR DIE HEIZUNG EINER WOHNUNG

Umkehrbare Wärmepumpen, die eine Kühlung der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämienerichtig. Die Dimensionierung der Wärmepumpeanlage muss der Gesamtheit der Wärmeverluste in der Wohnung Rechnung tragen.

2.a. Energiegewinnung.

Die dynamische Energiegewinnung in der atmosphärischen Luft oder die Energiegewinnung im Wasser (Fluss, See, Teich, Brunnen, Grundwasser,...) ist nicht prämienerichtig.

Statische Energiegewinnung in der atmosphärischen Luft

Der korrosionsbeständige externe Wärmetauscher weist eine sichtbare Austauschfläche von mindestens 1 m²/kW Wärmeverlust der Wohnung für die minimale Außentemperatur am Benutzungsort auf.

Die Wärmepumpe muss nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgerüstet werden, aber der externe Wärmetauscher muss zwischen Osten und Westen in Richtung Süden orientiert sein, wobei für die Sonneneinstrahlung keine Hindernisse bestehen dürfen.

Wärmegegewinnung im Boden durch die Wärmeträgerflüssigkeit

Die Energiegewinnung erfolgt anhand eines Verdampfers, bestehend aus einem Netz von Rohren aus spannungsfrei geglähtem, für Kälteanlagen geeignetem Kupfer, das nach Außen durch eine Polymerummantelung geschützt ist. Dieses Netz beträgt mindestens zwei Parallelkreisläufe.

Der Verdampfer wird mindestens 60 cm tief verlegt, und der Abstand zwischen den Rohren beträgt mindestens 50 cm. Die Mindestlänge der Rohre ist 65 m pro kW Wärmeverlust, für den die Wärmepumpe aufkommen muss.

Energiegewinnung im Boden durch ein Glykol-Wasser-Gemisch

Die Energiegewinnung erfolgt anhand eines Wärmetauschers, der aus einem System von Rohren aus vernetztem Polyäthylen besteht oder aus einem sonstigen Polymer, durch das kein Sauerstoff in die Leitungen geraten kann.

Das Rohrsystem weist mehrere Parallelkreisläufe auf, wodurch die Hydraulikverluste minimiert werden, wobei für den Verdampfer ein optimaler Delta-T-Wert beachtet wird (4° bis 6°C).

Die Glykolrate beträgt 25% des Gewichts, um jegliche Friergefahr innerhalb der Rohre zu vermeiden.

Der Wärmetauscher wird mindestens 60 cm tief verlegt, und der Abstand zwischen den Rohren beträgt mindestens 50 cm. Die Mindestlänge der Rohre ist 80 m pro kW Wärmeverlust, für den die Wärmepumpe aufkommen muss.

2.b. Energieabgabe.

Die Energieabgabe findet direkt im Boden statt, und zwar durch eine Niedertemperatur-Boden- oder Wandheizung. Die Heizflüssigkeit kann die Wärmeträgerflüssigkeit oder aber Wasser sein. In den Räumen, die keine Wohnräume sind, können Niedertemperatur-Fan Coil-Geräte mit Wasser als Heizflüssigkeit benutzt werden. Eine elektrische Zusatzheizung ist nur in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

Energieabgabe in die Umgebungsluft: es wird keine Prämie gewährt.

Energieabgabe in einen Warmwasserkreislauf.

Auf keinen Fall dürfen die Räume durch Radiatoren oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- oder Wandheizung oder die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan Coil-Geräte für die Räume, die keine Wohnräume sind, werden erlaubt. Eine elektrische Zusatzheizung ist nur in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

Die Wärmepumpe darf mit einem Zusatz-Tauchsieder ausgestattet sein, nur falls die Wärmeabgabe in der atmosphärischen Luft stattfindet. Dieser muss sich nach dem Kondensator befinden.

Die im Estrich verlegten Rohre sind aus vernetztem Polyäthylen oder aus einem sonstigen Polymer, das die Sauerstoffosmose verhindert. Der Abstand zwischen den Rohren wird aufgrund der Wärmeverluste in jedem Raum sorgfältig festgelegt.

Die Warmwassertemperatur wird anhand eines mit einer Außensonde verbundenen Integrators oder eines Raumthermostats mit Belastungsregler geregelt. Die Temperatur des in das Rohrnetz eingeführten Warmwassers darf am Ausgang des Kondensators für die Mindestaußentemperatur 40°C nicht übertreffen.

Die Wärmepumpeanlage kommt für die Gesamtheit der Wärmeverluste auf.

Falls Warmwasser-Fan Coil-Geräte benutzt werden, ist deren Dimensionierung zureichend, um innerhalb des gleichen Temperaturbereichs wie die Bodenheizung funktionieren zu können.

Energieabgabe durch die Wärmeträgerflüssigkeit

Die Räume werden durch ein Rohrsystem geheizt, das den Kondensator der Wärmepumpe bildet. Diese Rohre sind aus spannungsfrei geglähtem, für Kälteanlagen geeignetem Kupfer, das durch eine Polymerummantelung nach Außen geschützt ist. Der Kondensator umfasst mehrere Parallelkreisläufe, wobei jeder Kreislauf einen homogenen Heizbereich bildet. Die Wärmepumpe wird anhand eines mit einer Außensonde verbundenen Integrators oder eines Raumthermostats mit Belastungsregler geregelt. Die Kondensationstemperatur darf für die Mindestaußentemperatur 40°C nicht übertreffen. Die Wärmepumpeanlage kommt für die Gesamtheit der Wärmeverluste auf. Eine elektrische Zusatzheizung ist nur in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

2.c. Mindestleistungen der Wärmepumpen.

Der Leistungskoeffizient (COP) wird nach der Norm NBN EN 255 (Ausgabe 1997) festgelegt.

Ist die Norm nicht unverändert anwendbar, so wird die in der Norm vorgeschlagene Methode befolgt.

Wärmepumpe BODEN Fl. — BODEN Fl.

COP min = 3,5 für eine Verdampfungstemperatur von - 7°C

eine Kondensationstemperatur von 40°C

Wärmepumpe BODEN Gl.-Wasser - BODEN Fl.

COP min = 3,5 für eine Temperatur des in den externen Wärmetauscher eingeführten Glykol-Wasser-Gemischs von 0°C

eine Kondensationstemperatur von 40°C

Im Rahmen der Benutzung eines Kompressors mit 2 Geschwindigkeiten oder mit einer Geschwindigkeitsmodulation kann dieser Wert mit der halben Geschwindigkeit erreicht werden.

Wärmepumpe BODEN Gl.-Wasser - BODEN Wasser

COP min = 3,5 für eine Temperatur des in den externen Wärmetauscher eingeführten Glykol-Wasser-Gemischs von 0°C eine Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators von 35°C

Im Rahmen der Benutzung eines Kompressors mit 2 Geschwindigkeiten oder mit einer Geschwindigkeitsmodulation kann dieser Wert mit der halben Geschwindigkeit erreicht werden.

Wärmepumpe LUFT stat. — BODEN Wasser

COP min = 3,5 für eine Außenlufttemperatur von 0°

eine Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators von 35°C

3. GEKOPPELTE WÄRMEPUMPE ZUM HEIZEN DER WOHNUNG UND DES BRAUCHWASSERS

Die Wärmepumpe muss alle Kriterien bezüglich der Wärmepumpe zum Heizen der Wohnung einhalten (siehe Punkt 2 oben).

Für die Heizung des Brauchwassers hat die gekoppelte Wärmepumpe unter den folgenden Bedingungen die folgenden Eigenschaften:

Funktion Wärmepumpe BODEN Fl. — Brauchwarmwasser

minimaler Leistungskoeffizient = 2,5 bei:

- Verdampfungstemperatur von - 7°C

- einer Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators von 45°C

Funktion Wärmepumpe BODEN Gl.-Wasser - Brauchwarmwasser

minimaler Leistungskoeffizient = 2,5 bei:

- einer Temperatur des in den externen Wärmetauscher eingeführten Glykol-Wasser-Gemischs von 0°C

- einer Warmwassertemperatur am Ausgang des Kondensators von 45°C

Der Leistungskoeffizient (COP) wird nach der in der Norm NBN EN 255 (Ausgabe 1997) vorgeschlagenen Methode festgelegt.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 30. Mai 2006 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. Mai 2006

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2835

[2006/202361]

30 MEI 2006. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 13, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 13, 2°;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 februari 2006;

Gelet op het advies 39.989/4 van de Raad van State, gegeven op 29 maart 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik wordt gewijzigd als volgt :

5° "vroegere woning" : woning waarvoor het dossier inzake bouwvergunningaanvraag vóór 1 december 1996 bij de gemeente werd ingediend;

11° "programma MEBAR" : programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen aan gezinnen met een bescheiden inkomen worden verleend ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik;

12° "isolatiemateriaal" : materiaal waarvan de coëfficiënt van de gemiddelde thermische geleidbaarheid, berekend volgens de norm NBN B 62-002 en de addenda ervan, kleiner is dan 0,065 W/mK. Wat de thermische isolatie van de vloeren betreft, kan deze gemiddelde coëfficiënt evenwel 0,095W/mK bedragen;

13° "uitsluitend automatische voeding" : voedingssysteem dat nauwgezet voldoet aan de automatische voedingscriteria omschreven in de normen NBN EN 303-5 en NBN EN 12809, naargelang van het soort toestel.

Art. 2. In Titel II, hoofdstuk I, van hetzelfde besluit wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *1bis* : Voor dezelfde werkzaamheden mogen de premies toegekend in het kader van Titel II van dit besluit niet gecumuleerd worden met de toelage toegekend in het kader van het programma MEBAR. »

Art. 3. Paragraaf 4, eerste lid, van artikel 2 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« § 4. Er wordt een premie van 20 euro per m² ruitoppervlakte toegekend voor de vervanging van enkele ruiten door dubbele ruiten met hoog rendement waardoor voor ramen (namelijk het geheel raamluik, ruiten en inleg) een globale transmissiecoëfficiënt U van 2,0 W/m²K of minder bereikt kan worden, berekend volgens de norm NBN B 62-002 en de addenda ervan. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De verwarmingsketel voldoet aan het koninklijk besluit van 8 januari 2004 tot regeling van de stikstofoxides (NO_x) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels en branders met een nominaal thermisch vermogen gelijk aan 400 kW of minder. »;

b) paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De verwarmingsketel voldoet aan het koninklijk besluit van 8 januari 2004 tot regeling van de stikstofoxides (NO_x) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels en branders met een nominaal thermisch vermogen gelijk aan 400 kW of minder. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) In paragraaf 1 wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Er wordt een premie van 75 % van de investering (maximum € 2.250) toegekend bij de installatie van een gecombineerde warmtepomp woningverwarming - sanitair warmwater die voldoet aan de criteria bedoeld in het eerste en het tweede lid van deze paragraaf. »

b) Paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten wordt een premie toegekend bij de installatie van een biomassa verwarmingsketel voor uitsluitend automatische voeding die voldoet aan de norm NBN EN 303-5, waarvan het volgens deze norm berekende thermisch rendement hoger is dan 80 %. Indien het gaat om een ketel met bi-verbranding, wordt uitsluitend aardgas toegelaten.

Het bedrag van de premie bedraagt € 1.750.

In de zin van dit artikel wordt onder biomassa verstaan de plantaardige recycleerbare grondstoffen. »

Art. 6. Afdeling 2, hoofdstuk I, Titel II, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *5bis*, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden bepaald worden als volgt :

§ 1. Er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een individueel of manueel verwarmingstoestel dat voldoet aan de norm EN 13240 of aan de norm EN 13229, naargelang van het soort toestel, dat op hout werkt, waarvan het vermogen lager is dan 20 kW, het thermisch rendement, berekend volgens de norm EN 13240 of de norm EN 13229, naargelang van het soort toestel, hoger dan 65 % en de C_O-emissies lager dan 0,6 % tot 13 % O₂ in de rookgassen.

§ 2. Er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een pelletkachel (hout- of graankorrels) die voldoet aan de projectnorm pr EN 14785, waarvan het vermogen lager is dan 30 kW, het thermisch rendement, berekend volgens de projectnorm pr EN 14785, hoger dan 75 % en de C_O-emissies aan 13 % O₂ in de rookgassen lager dan 0,04 % qua nominaal vermogen en 0,06 % qua gedeeltelijke last.

§ 3. 1° Er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met manuele lading of die beide voedingssystemen toelaat;

2° er wordt een premie van € 1.500 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met uitsluitend automatische voeding;

3° elk van deze premies wordt toegekend als de toestellen voldoen aan de norm NBN EN 12809, als ze een vermogen van 5 à 50 kW hebben en een thermisch rendement hoger dan 75 % volgens deze norm.

§ 4. Er wordt een premie van € 500 toegekend bij de installatie van een stookketel op hout met manuele lading of die beide voedingssystemen toelaat, overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 303-5. Het thermisch rendement van stalen ketels bedraagt minimum "67 + 6.log Q_N" volgens de norm NBN EN 303-5 en het thermisch rendement van ketels uit gietijzer minimum "57 + 6.log Q_N" volgens de norm NBN EN 303-5, waarbij Q_N het nuttige nominaal vermogen in kW is.

§ 5. De installaties bedoeld in de §§ 1 tot 4 worden uitgevoerd door een geregistreerd aannemer.

Art. 7. In artikel 6, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "voorzover deze vergezeld gaat van een verslag dat de mogelijke verbeteringen aan de isolatie van het gebouw vermeldt en dat deze thermografie wordt gevoegd bij de audit bedoeld in § 1" geschrapt.

Paragraaf 2 van artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« het auditverslag per thermografie vermeldt de mogelijke verbeteringen aan het omhulsel van het gebouw. »

Art. 8. Artikel 8, § 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een zesde streepje, luidend als volgt :

« - een afschrift van de plannen en verdelingen van de woning afgeleverd door de administratie van de gemeente waar de woning gelegen is ».

Art. 9. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) in § 2, worden de woorden "en in artikel *5bis*" ingevoegd na de woorden "in artikel 5, §§ 1 tot 4";

b) in paragraaf 2 wordt tussen het derde en het vierde streepje het volgende streepje ingevoegd :

« - voor de premie bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, een afschrift van de plannen en verdelingen van de woning afgeleverd door de administratie van de gemeente waar de woning gelegen is; ».

Art. 10. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) achter het derde streepje worden de woorden "in artikel 6" vervangen door de woorden "in artikel 6, § 1";

b) het vierde streepje wordt geschrapt.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel *10bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *10bis* : Wat betreft de premies bedoeld in artikel 6, § 2, bestaat het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier uit :

- het bij de administratie te verkrijgen formulier, behoorlijk ingevuld;

- het origineel of een afschrift van de factuur (of van de ereloonnota) voor de verstrekte prestaties, waarop het adres vermeld wordt van de woning waar de thermografie is uitgevoerd; deze factuur gaat vergezeld van een afschrift van het betalingsbewijs of draagt de melding "voldaan" en de handtekening van de uitvoerder van de thermografie;

- het auditverslag, overeenkomstig artikel 6, paragraaf 2, tweede lid. »

Art. 12. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidend als volgt :

« - een afschrift van de plannen en verdelingen van de woning afgeleverd door de administratie van de gemeente waar de woning gelegen is ».

Art. 13. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) het eerste en het tweede lid van paragraaf 2 worden vervangen door het volgende lid :

"Er wordt een premie toegekend bij de installatie van een systeem voor brede modulering van de aardgasbrander dat een efficiëntere regeling mogelijk maakt, namelijk de plaatsing van moderne modulerende aardgasbranders in een vork van ten minste 25 à 100 % op industriële ovens of stoomketels;

b) in paragraaf 3, tweede lid, eerste streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden "en stralingsbuizen" geschrapt;

c) paragraaf 6, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« De verwarmingsketel voldoet aan het koninklijk besluit van 8 januari 2004 tot regeling van de stikstofoxides (NO_x) en koolmonoxide (C_O)-emissioniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels en branders met een nominaal thermisch vermogen gelijk van 400 kW of minder »;

d) er wordt een paragraaf *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *6bis* : er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een individueel of manueel verwarmingstoestel dat voldoet aan de norm EN 13240 of aan de norm EN 13229, naargelang van het soort toestel, dat op hout werkt en waarvan het vermogen lager is dan 20 kW, het thermisch rendement, berekend volgens de norm EN 13240 of de norm EN 13229, naargelang van het soort toestel, hoger dan 65 % en de C_O-emissies lager dan 0,6 % à 13 % O₂ in de rookgassen;

e) er wordt een paragraaf 6ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6ter : er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een pelletkachel (hout- of graankorrels) die voldoet aan de projectnorm pr EN 14785, waarvan het vermogen lager is dan 30 kW, het thermisch rendement, berekend volgens de projectnorm pr EN 14785, hoger dan 75 % en de CO₂-emissies aan 13 % O₂ in de rookgassen lager dan 0,04 % qua nominaal vermogen en 0,06 % qua gedeeltelijke last ».

f) er wordt een paragraaf 6quater ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6quater :

1° er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met manuele lading of met beide voedingssystemen;

2° er wordt een premie van € 1.500 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met uitsluitend automatische voeding;

3° elk van deze premies wordt toegekend als de toestellen voldoen aan de norm NBN EN 12809, als ze een vermogen van 5 à 50 kW hebben en een thermisch rendement hoger dan 75 % volgens deze norm. »;

g) er wordt een paragraaf 6quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6quinquies : er wordt een premie van € 500 toegekend bij de installatie van een stookketel op hout met manuele lading of dat beide voedingssystemen toelaat, overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 303-5. Het thermisch rendement van stalen ketels bedraagt minimum "67 + 6.log Q_N" volgens de norm NBN EN 303-5 en het thermisch rendement van ketels uit gietijzer minimum "57 + 6.log Q_N" volgens de norm NBN EN 303-5, waarbij Q_N het nuttige nominaal vermogen in kW is. »;

h) er wordt een paragraaf 6sexies ingevoegd, luidend als volgt :

" § 6sexies : er wordt een premie toegekend bij de installatie van een biomassa verwarmingsketel met uitsluitend automatische voeding die voldoet aan de norm NBN EN 303-5 en waarvan het thermisch rendement, berekend volgens deze norm, hoger is dan 80 % . Indien het gaat om een ketel met bi-verbranding, wordt uitsluitend aardgas toegelaten.

Het bedrag van de premie wordt berekend als volgt :

- als het vermogen lager is dan 50 kW : 1.750 €

- als het vermogen hoger is dan 50 kW en gelijk aan 100 kW of minder, bedraagt de premie € 1.750, vermeerderd met € 35 per kW boven 50 kW;

- als het vermogen hoger is dan 100 kW : 3.500 €.

De premie wordt beperkt tot hoogstens 50 % van het factuurbedrag en het globale bedrag van de investering is lager dan € 25.000.

In de zin van dit artikel wordt verstaan onder biomassa de plantaardige recycleerbare grondstoffen. »;

i) paragraaf 7 wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« Er wordt een premie van 75 % van de investering (maximum € 2.250) toegekend bij de installatie van een gecombineerde warmtepomp woningverwarming-sanitair warmwater die voldoet aan de criteria bedoeld in het eerste en het vierde lid van deze paragraaf. »;

j) het derde lid, eerste streepje, van paragraaf 10 wordt aangevuld met de woorden "beperkt tot € 600. »;

k) paragraaf 10, vijfde lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premies bedoeld in de paragrafen 4 en 6 tot 9 van dit artikel. De technische voorwaarden opgelegd in artikel 13, §§ 4 tot 9, en in bijlage 1 bij het ministerieel besluit moeten evenwel in acht genomen worden ».

Art. 14. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) in paragraaf 1 wordt tussen de woorden "verlichtingsysteem" en de woorden "dat een gecombineerde verbetering" het woord "binnenshuis" ingevoegd;

b) in paragraaf 2 worden het vierde en het vijfde lid vervangen door het volgende lid :

« De premie bedraagt € 100 per kW nominaal vermogen van de motor en wordt beperkt tot maximum € 5.000 per technische exploitatie-eenheid ».

Art. 15. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van het aangebrachte isolatiemateriaal" na de woorden "van de factuur" toegevoegd;

b) in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "van het aangebrachte isolatiemateriaal" na de woorden "van de factuur" toegevoegd;

c) in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "van het aangebrachte isolatiemateriaal" na de woorden "van de factuur" toegevoegd;

d) het eerste lid van paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« er wordt een premie toegekend voor de vervanging van enkele ruiten door dubbele ruiten met hoog rendement waardoor voor ramen (namelijk het geheel raamlijsten, ruiten en inleg) een totale transmissiecoëfficiënt U van 2,0 W/m²K of minder bereikt kan worden, berekend volgens de norm NBN B 62-002 en de addenda ervan. Bij vervanging van de raamlijsten wordt de premie berekend op basis van de buitenafmetingen van de raamlijst. »;

e) het tweede lid van paragraaf 4 wordt aangevuld als volgt :

« Bij vervanging van de raamlijsten wordt het vastzetten rondom de raamlijsten niet in aanmerking genomen voor de berekening van de premie. ».

Art. 16. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

b) paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van het dak of het dakgebinte uitgevoerd door een geregistreerd aannemer door middel van isolatiemateriaal, waardoor een totale transmissiecoëfficiënt van de wand van $0,3 \text{ W/m}^2\text{K}$ of minder bereikt kan worden;

b) in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van het aangebrachte isolatiemateriaal" na de woorden "van de factuur" toegevoegd;

c) in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "Met de thermische isolatie kan een totale transmissiecoëfficiënt van de wand bereikt worden" vervangen door "Met het isolatiemateriaal kan een totale transmissiecoëfficiënt van de wand bereikt worden";

d) in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "van het aangebrachte isolatiemateriaal" na de woorden "van de factuur" toegevoegd;

e) in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "Met de thermische isolatie kan een totale transmissiecoëfficiënt van de wand bereikt worden" vervangen door "Met het isolatiemateriaal kan een totale transmissiecoëfficiënt van de wand bereikt worden";

f) in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "van het aangebrachte isolatiemateriaal" na de woorden "van de factuur" toegevoegd;

g) het eerste lid van paragraaf 4 wordt vervangen als volgt : "Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van enkele ruiten door dubbele ruiten met hoog rendement waardoor voor ramen (namelijk het geheel raamljsten, ruiten en inleg) een totale transmissiecoëfficiënt \bar{U} van $2,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ of minder bereikt kan worden, berekend volgens de norm NBN B 62-002 en de addenda ervan. » Bij vervanging van de raamljsten wordt de premie berekend op basis van de buitenafmetingen van de raamljst. »

h) het tweede lid van paragraaf 4 wordt aangevuld als volgt :

« Bij vervanging van de raamljsten wordt het vastzetten rondom de raamljsten niet in aanmerking genomen voor de berekening van de premie. »

Art. 17. In de artikelen 3, 5, 7, 13, § 7 en 20 van hetzelfde besluit wordt de zin "De niveaus K en Be worden berekend volgens de methodes opgenomen in de artikelen 406 tot 413 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed" geschrapt en vervangen als volgt :

« Het niveau K wordt berekend volgens de normen die van toepassing zijn zes maanden vóór het indienen van de aanvraag tot bouwvergunning. Het niveau Be wordt berekend volgens de methode omschreven in de bijlagen 36 tot 42 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 1996 betreffende de thermische isolatie en de ventilatie van gebouwen . »

Art. 18. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Wat betreft de premies bedoeld in artikel 13, §§ 6bis tot 9, bestaat het door de aanvrager bij de administratie ingediende dossier uit : »

b) tussen het derde en het vierde streepje wordt het volgende streepje ingevoegd :

« - voor de installatie bedoeld in § 7, eerste lid, een afschrift van de plannen en verdelingen van de woning afgeleverd door de administratie van de gemeente waar de woning gelegen is ».

Art. 19. In artikel 24, eerste lid, vierde streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden "in het kader van het programma AMURE" vervangen door de woorden "in het kader van artikel 18 van dit besluit".

Art. 20. Artikel 26, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde streepje, luidend als volgt :

« - een foto van de installaties vóór en na de werkzaamheden ».

Art. 21. Artikel 27, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde streepje, luidend als volgt :

« - een foto van de installaties vóór en na de werkzaamheden ».

Art. 22. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidend als volgt :

« - een afschrift van de plannen en verdelingen van de woning afgeleverd door de administratie van de gemeente waar de woning gelegen is ».

Art. 23. Artikel 37, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Wat betreft de premies bedoeld in artikel 19 van het ministerieel besluit, begint de termijn van zes maanden te lopen vanaf de datum van kennisgeving van de toekenning van de toelage verleend in het kader van het programma UREBA ».

Art. 24. In hoofdstuk II van Titel IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 37bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 37bis : In afwijking van artikel 37 kunnen de openbare huisvestingsmaatschappijen vóór de uitvoering van in aanmerking komende werkzaamheden bij de administratie een dossier indienen dat samengesteld is als volgt :

- het behoorlijk ingevulde formulier van voorafgaandelijke aanvraag dat verkrijgbaar is bij de administratie;

- het bijzonder bestek van alle isolatiewerkzaamheden, van de vervanging van enkele ruiten door dubbele ruiten met hoog rendement en van de installatie van een verluchtingssysteem met warmterecuperator;

- de budgetaire raming van de uit te voeren investeringen.

Onder in aanmerking komende dossiers wordt verstaan de dossiers ingediend in het kader van artikel 13, §§ 7 tot 10, artikel 14, §§ 4 en 5 en de artikelen 15, 18 en 20.

Binnen de maand na ontvangst van de premieaanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de openbare huisvestingsmaatschappij waarbij ze aangeeft of het dossier al dan niet ontvankelijk is.

Als het dossier onontvankelijk wordt verklaard, beschikt de openbare huisvestingsmaatschappij over één maand, te rekenen van de datum van ontvangst van het door de administratie overgemaakte bericht van ontvangst, om de ontbrekende bestanddelen te verstrekken.

Indien de openbare huisvestingsmaatschappij na afloop van die termijn de aangevraagde gegevens aan de administratie verstrekt heeft, wordt een tweede bericht van ontvangst verstuurd om de openbare huisvestingsmaatschappij te laten weten dat haar dossier volledig is.

Indien de openbare huisvestingsmaatschappij daarentegen na afloop van die termijn de gevraagde gegevens niet verstrekt heeft, wordt de aanvraag geacht nooit te zijn ingediend.

De beslissing tot weigering of tot belofte van toekenning van de subsidie wordt meegedeeld binnen twee maanden, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst m.b.t. de volledigheid van het dossier.

De belofte van toekenning van de premie heeft een geldigheidsduur van vierentwintig maanden, die ingaat op de dag van de kennisgeving ervan. Indien de aanvrager na afloop van die termijn zijn premieaanvraag niet heeft ingediend overeenkomstig de artikelen 23 tot 29 van hetzelfde besluit, wordt de belofte van toekenning nietig verklaard.

Deze bepaling is van toepassing binnen de grenzen van de beschikbare budgettaire kredieten bestemd voor de dossiers ingediend door de openbare huisvestingsmaatschappij in het kader van het door de Waalse Regering goedgekeurde Actieplan. »

Art. 25. Bijlage I bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2006.

Namen, 30 mei 2006.

A. ANTOINE

BIJLAGE I

1. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARMWATER (WP PSW)

1.a. Energiewinning.

De energiewinning gebeurt exclusief via een verdamper of een thermische wisselaar met glycolwater in de bodem, in de vorm van een horizontale leidingbundel.

De leidingbundel wordt op een minimale diepte van 60 cm begraven en de afstand tussen de leidingen bedraagt minstens 50 cm.

1.b. Energielozing.

De energielozing gebeurt in een warmtewisselaar die rechtstreeks of onrechtstreeks in contact is met het sanitair warmwater.

De warmteopslagballon beschikt over een opslagcapaciteit van minstens 300 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben. De ballon wordt tegen corrosie beschermd en minstens vijf jaar gewaarborgd. Hij wordt ook met een stroombestendigheid uitgerust voor de periodieke anti-legionella behandeling, alsook met de klassieke veiligheidsgroep.

1.c. Type warmtepomp.

De afmetingen van de warmtepomp, compressor en wisselaar, moeten een volledige lading van de ballon van 10 tot 60 °C over een periode van 9 uur toelaten om het gebruik tijdens de stille uren te optimaliseren.

De uurteller en de elektrische teller worden op de warmtepomp aangebracht.

1.d. Minimale prestaties.

De WP-PSW installatie heeft, onder de volgende voorwaarden :

Warmtepomp BODEMfl - sanitair warmwater.

COP minimum = 2,5 voor :

- een verdampingstemperatuur van - 7 °C;
- warmwater temperatuur aan de uitgang van de condensator van 45 °C.

Warmtepomp BODEMwater gl - sanitair warmwater.

COP minimum = 2,5 voor :

- glycol water temperatuur aan de ingang van de thermische buitenwisselaar van 0 °C;
- warmwater temperatuur aan de uitgang van de condensator van 45 °C.

De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255 (uitgave 1977)

2. WARMTEPOMP VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van de gebouwen komen niet in aanmerking voor de premie. De afmeting van de warmtepomp installatie moet rekening houden met het gehele warmteverlies van de woning.

2.a. Energiewinning.

De dynamische winning in de atmosferische lucht of de waterwinning (rivier, meer, vijver, waterput, grondwater,...) komt niet in aanmerking voor de premie.

Statische winning in de atmosferische lucht

De roestvrije buitenwisselaar heeft een wisselvlakte van minstens 1 m²/kW verlies per woning voor de minimale buitentemperatuur van de gebruikte plaats.

De warmtepomp moet niet uitgerust worden met een ontdooiingssysteem, maar de buitenwisselaar wordt zonder belemmering van het zonlicht gericht tussen het oosten en het westen via het zuiden.

Winning via het warmtevoerend medium in de bodem.

De energiewinning gebeurt via een verdamper bestaande uit een leidingbundel in koelbestendig uitgegloeid koper beschermd op de buitenkant door een polymeer. Deze bundel bestaat uit minstens twee parallelschakelingen.

De verdampert wordt op een minimale diepte van 60 cm begraven en de afstand tussen de leidingen bedraagt minstens 50 cm. De minimale lengte van de leidingen bedraagt minstens 65 m per kW warmteverlies dat ten laste valt van de warmtepomp.

Winning via glycolwater in de bodem.

De energiewinning gebeurt via een wisselaar bestaande uit een leidingbundel in vernet polyethyleen of een andere polymeer die geen zuurstof door de leidingen doorlaat.

De bundel heeft meerdere parallelschakelingen om het hydraulisch verlies te minimaliseren en gelijktijdig een optimale delta T voor de verdampert (4 à 6 °C) te hebben.

Het glycolgehalte bedraagt 25 % van het gewicht om elk vriesgevaar in de leidingen te voorkomen.

De wisselaar wordt op een minimale diepte van 60 cm begraven en de afstand tussen de leidingen bedraagt minstens 50 cm. De minimale lengte van de leidingen bedraagt minstens 80 m per kW warmteverlies dat ten laste valt van de warmtepomp.

2.b. Energielozing.

De energielozing gebeurt rechtstreeks via een laag temperatuur vloer- of muurverwarmingssysteem. Het verwarmingsmedium kan bestaan uit het warmtevoerende medium of water. Er kunnen laag temperatuur ventilo-convectoren met water als verwarmingsmedium gebruikt worden in lokalen die niet als woonkamer dienen. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

Lozing in de omgevingslucht : er wordt geen premie toegekend.

Lozing in een warmwaterschakeling.

De verwarming van de lokalen mag geenszins gebeuren via radiatoren of convectoren. Uitsluitend een laag temperatuur vloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur warmwater ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

De warmtepomp mag uitsluitend in het geval van een atmosferische luchtwinning van een extra elektrische pompelaar voorzien worden. De pompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

De in de vloerdeklaag liggende leidingen bestaan uit vernet polyethyleen of een andere stof die de zuurstofosmose voorkomt. De afstand tussen de leidingen wordt zorgvuldig vastgelegd in functie van het warmteverlies van elk lokaal.

De warmwatertemperatuur wordt geregeld door een met een externe sonde verbonden integrator of een omgevingsthermostaat met regulator van de lading. De temperatuur van het in het leidingstelsel inkomend warmwater mag bij het uitkomen van de condensator voor de minimale buitentemperatuur 40 °C niet overschrijden.

De totaliteit van het warmteverlies valt ten laste van de warmtepompinstallatie.

Bij gebruik van warmwater ventilo-convectoren worden hun afmetingen voorzien om op dezelfde temperatuur als de vloerverwarming te werken.

Lozing door een warmtevoerende medium.

De lokalen worden verwarmd door een leidingstelsel dat de condensator van de warmtepomp vormt. Deze leidingen bestaan uit koelbestendig uitgegloeid koper dat door een polymeer extern beschermd is tegen corrosie. De condensator bevat meerdere parallelschakelingen en elke schakeling vormt een homogene verwarmingszone. De warmtepomp wordt geregeld door een met een externe sonde verbonden integrator of een omgevingsthermostaat met regulator van de lading. De condensatietemperatuur mag voor de minimale buitentemperatuur 40 °C niet overschrijden. De totaliteit van het warmteverlies valt ten laste van de warmtepompinstallatie. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

2.c. Minimale prestaties van de warmtepompen.

De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255 (uitgave 1977).

Als de norm als dusdanig niet toepasselijk is, wordt de methode voorgesteld door de norm gevolgd.

Warmtepomp BODEMfl. — BODEMfl

COP min = 3,5 voor een verdampingstemperatuur van - 7 °C.

een condensatietemperatuur van 40° C.

Warmtepomp BODEMwater gl. — BODEMfl

COP min = 3,5 voor een glycol water temperatuur aan de ingang van de thermische buitenwisselaar van 0 °C;

een condensatietemperatuur van 40° C.

Bij gebruik van een compressor met twee snelheden of variabele snelheid kan deze waarde in halve snelheid bereikt worden.

Warmtepomp BODEMwater gl. — BODEMwater

COP min = 3,5 voor een glycol water temperatuur aan de ingang van de thermische buitenwisselaar van 0 °C;

warmwater temperatuur aan de uitgang van de condensator van 35 °C.

Bij gebruik van een compressor met twee snelheden of variabele snelheid kan deze waarde in halve snelheid bereikt worden.

Warmtepomp LUCHTstat - BODEMwater;

COP min = 3,5 voor een luchttemperatuur buiten van 0 °C;

een warmwater temperatuur aan de uitgang van de condensator van 35 °C.

3. GECOMBINEERDE WARMTEPOMP WONINGVERWARMING - SANITAIR WARMWATER

Deze gecombineerde warmtepomp voldoet aan dezelfde criteria als de warmtepomp voor woningverwarming (zie punt 2 hierboven).

Voor de verwarming van sanitair water heeft de gecombineerde warmtepomp de volgende voorwaarden vervullen :

Functie warmtepomp BODEMfl - sanitair warmwater

COP minimum = 2,5 voor :

- een verdampingstemperatuur van - 7 °C;

- warmwater temperatuur aan de uitgang van de condensator van 45 °C.

Functie warmtepomp BODEMwater gl - sanitair warmwater

COP minimum = 2,5 voor :

- glycol watertemperatuur aan de ingang van de thermische buitenwisselaar van 0 °C;

- warmwater temperatuur aan de uitgang van de condensator van 45 °C.

De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255 (uitgave 1977).

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 30 juni 2006 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 30 mei 2006.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE**ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES****FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE**

[C - 2006/09581]

Rechterlijke Orde. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 12 december 2005, is de heer Echement, Ph., afdelingsvoorzitter in het Hof van Cassatie, bevorderd tot Grootofficier in de Kroonorde.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2006/09581]

Ordre judiciaire. — Ordres nationaux

Par arrêté royal du 12 décembre 2005, M. Echement, Ph., président de section à la Cour de cassation, est promu Grand Officier de l'Ordre de la Couronne.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2006/09582]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 18 oktober 2005, dat in werking treedt op 31 augustus 2006, is de heer Echement, Ph., afdelingsvoorzitter in het Hof van Cassatie, op zijn verzoek in ruste gesteld.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2006/09582]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 18 octobre 2005, entrant en vigueur le 31 août 2006, M. Echement, Ph., président de section à la Cour de cassation, est admis à la retraite à sa demande.

Bij koninklijk besluit van 11 juli 2006, dat in werking treedt op 1 september 2006, is Mevr. Bodson, J., eerste advocaat-generaal bij het hof van beroep te Luik, benoemd tot raadsheer in het Hof van Cassatie.

Par arrêté royal du 11 juillet 2006, entrant en vigueur le 1^{er} septembre 2006, Mme Bodson, J., premier avocat général près la cour d'appel de Liège, est nommée conseiller à la Cour de cassation.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN****VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE****VLAAMSE OVERHEID****Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed**

[C - 2006/36157]

Ruimtelijke ordening. — Provincie West-Vlaanderen. — Harelbeke. — ErratumIn het *Belgisch Staatsblad* van 23 juni 2006 moet op bladzijde 32056 in het tweede uittreksel omtrent Harelbeke het gemeentelijk ruimtelijk uitvoeringsplan « Westwijk - Wijziging A » gelezen worden als gemeentelijk ruimtelijk uitvoeringsplan « Westwijk ».